

Conférence nationale du consensus
**Le FFS poursuit
ses concertations**

Page 2

Bernard Emié, ambassadeur de France
remet ses lettres de créance au Président Bouteflika

«La tragédie de l'assassinat d'Hervé
Gourdel ne devait pas nous séparer»

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3400 - Jeudi 30 octobre 2014 - Prix : 10 DA

Passeport biométrique
**Le droit
de timbre
révisé à 6 000 DA**

Page 24



Presse

Bataille des prix à l'envers

Page 2

**Algérie-France,
l'amour contrarié**

Par Nadjib Stambouli

Encore une fois, un ambassadeur de France a présenté ses lettres de créance au président de la République, cela s'est passé avant-hier, mais cette fois-ci, l'évènement se gorge d'une autre teneur du fait qu'il se soit déroulé à l'orée du soixantième anniversaire du 1^{er} novembre, ce qui lui confère une charge symbolique. Cette injection d'un surplus de sens émerge non pas de cette activité somme toute protocolaire, mais de tout ce qu'aura déclaré l'ambassadeur, par-delà les balises purement diplomatiques que l'on connaît à ce genre de cérémonies. C'est d'ailleurs sous cet éclairage historique qu'il a affirmé, en substance, que la relation entre les deux pays n'est à nulle autre pareille. En somme, tous les vecteurs de la déclaration de Bernard Emié, représentant de la République française, convergent vers l'idée que tout, absolument tout doit être mis en œuvre pour donner corps et vie à ce fameux mot d'ordre de «partenariat privilégié», notamment sur la co-localisation de la production industrielle, dans l'intérêt des deux pays, évidemment. A ceci près qu'il n'y a pas un seul ambassadeur, français en Algérie ou algérien en France, qui n'ait ouvert sa mission dans son pays d'accueil et surtout de travail, en des termes non résolus, non optimistes et encore moins incrustés dans le sillage de leurs prédécesseurs, eux-mêmes imprégnés de la volonté, très ferme comme de bien entendu, de raffermir les rapports et d'ouvrir à nouveau la voie à des relations enfin apaisées. **Suite en page 3**

Un message sera adressé aux Algériens la veille du 1^{er} novembre

Nouvelle stratégie des partisans d'une transition

Lire page 3



Phs > D. R.

Les partisans d'une transition initiée par la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) tiennent toujours à diffuser un message au peuple algérien, la veille du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan du gouvernement

**Conférence sur
l'investissement productif**

Page 3

Œuvre présentée à Tizi Ouzou

**Premier montage poétique
du «Vautour» de Kateb Yacine**

Page 24

Conférence nationale du consensus

Le FFS poursuit ses concertations

■ Après le Parti des travailleurs (PT), le Mouvement populaire algérien (MPA), le Front du changement... une délégation du FFS conduite par l'ancien Premier secrétaire national, Ali Laskri, a rencontré, hier le président du parti du Front El Moustaqbal, Abdelaziz Belaïd, pour expliquer l'initiative de la Conférence nationale du consensus.

Le vieux parti d'opposition, le FFS, continue ses concertations avec les partis politiques en vue de la tenue de la conférence nationale de consensus, et ce malgré les vives critiques émanant de certains partis de l'opposition, notamment le MSP lui reprochant son accointance avec le pouvoir.

Après le Parti des travailleurs (PT), le Mouvement populaire algérien (MPA), le Front du changement... une délégation du FFS conduite par l'ancien Premier secrétaire national, Ali Laskri, a rencontré hier le président du parti du Front El Moustaqbal, Abdelaziz Belaïd, pour expliquer l'initiative de la Conférence nationale du consensus.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre qui s'est tenue à huis clos au siège du parti El Moustaqbal, Laskri a affirmé que son parti avait informé le président du Front El Moustaqbal sur les différents aspects de l'initiative de la Conférence nationale du consensus à la faveur d'un débat «profond et libre».

Les deux partis ont débattu également de dossiers relatifs à «la situation politique dans le pays notamment le volet sécuritaire et ses défis dans la région du Maghreb», a-t-il ajouté.

Le FFS a «remis plusieurs propositions au Front El Moustaqbal et nous avons convenu de poursuivre les concertations», a poursuivi M. Laskri. Tout en mettant l'accent sur l'importance de telles



rencontres pour débattre de dossiers politiques, Laskri a précisé qu'elles «constituaient également une manière de militer pour garantir la cohésion nationale, la sécurité et la stabilité du pays».

Belaïd a salué, pour sa part, l'initiative du FFS estimant que les deux partis «s'entendent sur plusieurs points tout comme ils ont des divergences qui seront réglées grâce au dialogue». Il a souligné que son parti préconisait un dialogue «ouvert à toutes les propositions».

Il a également insisté sur la nécessité d'ouvrir le dialogue avec tous les partis politiques

nationaux en vue de «construire une société intégrée, créer un environnement politique sain, aplanir les difficultés, construire une économie forte et défendre les frontières du pays».

Avant-hier, le premier secrétaire du parti, Mohamed Nebbou, a affirmé que les consultations autour de l'organisation de la conférence nationale du consensus se déroulaient normalement, ajoutant que le dialogue restera ouvert avec les différents courants politiques en dépit du refus de certains partis de participer à cette rencontre.

A l'issue de sa rencontre avec



une délégation du Mouvement populaire algérien (MPA), Nebbou a indiqué que l'annonce faite par la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) qui compte plusieurs partis politiques ainsi que le parti du Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) de ne pas prendre part à la conférence «à défaut d'une vision claire» concernant cette initiative, ne le dissuaderait pas de poursuivre les consultations, soulignant que le dialogue «restera ouvert» avec les formations politiques. Le FFS «n'a pas

été contacté pas ces partis» au sujet des informations rapportées dans les médias concernant leur refus de participer à la conférence nationale du consensus, a précisé Nebbou indiquant que «l'initiative en est à ses premiers pas et n'a pas encore franchi le cap politique».

Concernant sa rencontre avec le Mouvement populaire algérien (MPA), Nebbou a indiqué que les deux parties «partagent nombre de points de vues» dont «l'idée d'amorcer une nouvelle étape dans la consécration de l'Etat de droit».

Yazid M.

Presse

Bataille des prix à l'envers

Par Mohamed Habili

Trois journaux francophones, à savoir *El Watan*, *Liberté* et *Le Quotidien d'Oran*, décident pour des considérations économiques (mais à vrai dire, pas seulement) de fixer leur prix unitaire à 20 dinars. C'est leur droit. Personne n'aurait trouvé à y redire si chacun d'entre eux avait annoncé l'augmentation aux premiers intéressés, c'est-à-dire à ses propres lecteurs, pas nécessairement les mêmes d'un journal à l'autre, en s'adressant à eux directement, ce qui aurait impliqué qu'il procède séparément. Mais ce n'est pas ce qu'ils ont fait. Ils ont préféré y aller d'un communiqué signé à trois, comme s'il ne s'agissait pas en l'espèce d'une initiative leur incombant entièrement mais d'une action revendicative pour laquelle ils s'engagent comme en dernier recours et en prenant l'opinion à témoin. A croire que celle-ci n'a que ça à faire, écouter leurs incessantes récriminations. Personne ne les a obligés à prendre le risque de perdre des lecteurs en procédant à une deuxième augmentation en deux ans. Ils auraient pu faire un autre choix, dans l'hypothèse où leurs comptes se ressentent réellement

du poids accru de certaines charges, ce qui est loin d'être évident, en acceptant par exemple de perdre un peu d'argent pour ne pas compromettre l'essentiel, c'est-à-dire le volume de leurs publics respectifs, leurs audimats en quelque sorte, garants de leur influence, d'autant qu'ils ne craignent pas dans leur petite prose et leur forfanterie toujours sans limite de se poser comme les véhicules, autant dire les garants, de la liberté d'expression. Ils ont agi de leur propre chef, mais comme ils se doutent tout de même que leur décision n'est pas de nature à plaire au public, ils prennent soin d'en faire porter la plus grande responsabilité sur l'ANEP, coupable à leurs yeux de traiter avec d'autres supports médiatiques qu'eux. L'ANEP, qui de toute façon ne gère qu'une part assez réduite du marché de la publicité, ne les a bien entendu en rien obligés à renchérir leurs feuilles. Ils n'en prennent pas moins l'opinion à témoin (notons-le, l'opinion pas leurs lecteurs, parce que les directions de ces journaux identifient les deux, mus en cela par une sorte de pulsion totalitaire, mais qui dans leur cas est la conséquence d'un ego hypertro-



phié et d'une grande sottise) de la méchante mesure qu'elle les force à prendre en ne leur réservant pas toutes les annonces, toute la manne, dont elle dispose. C'est la même campagne contre ce qu'ils appellent les petits journaux qui reprend, à supposer qu'elle ait jamais cessé. Ces mêmes petits journaux coupables, comme l'a dit un ancien directeur d'*El Khabar*, d'avoir empêché les «grands journaux», comme ils s'appellent eux-mêmes, de déclencher le «printemps algérien» dans la foulée du printemps arabe. Et là, on peut s'étonner qu'il n'y ait que des journaux francophones pour s'enga-



ger dans cette bataille des prix à l'envers. On peut s'étonner notamment de l'absence d'*El Khabar*, ce compère d'*El Watan*, parmi les signataires. La chose s'explique facilement cependant. *El Watan* a neutralisé ses principaux concurrents francophones, en faisant en sorte qu'il ne soit pas seul à augmenter, ce qui le cas échéant leur aurait profité. Comme ils avaient tous trois profité de la disparition du *Matin*. Pour qu'*El Khabar* soit signataire lui aussi, il aurait fallu qu'il entraîne dans son sillage ses principaux concurrents arabophones, que sont *Ennahar* et *Echourouk*, gageure difficile à tenir, ces deux-



là étant d'un autre bord. Il fera probablement comme lors de la première augmentation, il y a quelques mois : il s'assurera d'abord que ses concurrents directs ne lui feront pas d'enfant dans le dos avant de passer à 20 dinars. C'est qu'il risque quelque chose lui : perdre son restant de lecteurs, ce dont les autres de la même bande se moquent bien, vu qu'ils se vendent déjà à peine. N'ayant plus de nombreux lecteurs à ménager, à préserver, à garder, rien ne les empêche en attendant de gruger ceux qui leur restent, au nom de la qualité de l'information et la liberté d'expression.

M. H.

— Un message sera adressé aux Algériens la veille du 1^{er} novembre —

Nouvelle stratégie des partisans d'une transition

■ Les partisans d'une transition initiée par la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) tiennent toujours à diffuser un message au peuple algérien, la veille du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.



Par Nacera Chennafi

La diffusion de ce message a été décidée lors de la dernière rencontre des initiateurs de la CNLTD, dans le cadre de l'Instance de suivi et de concertation de l'opposition nationale, qui s'est déroulée en présence des dirigeants du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcen Bellabes, du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrezak Mokri, du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, du secrétaire général du mouvement El Islah, Djahid Younsi, du président du Parti Jil Jadid, Sofiane Djillali, des repré-

sentant du parti de Abdellah Djeballah, le Front pour la justice et le développement et des anciens Chefs de gouvernement, Ahmed Benbitour et Ali Benflis. Ont pris part également à cette réunion, des juristes, des défenseurs des droits de l'homme, à leur tête Ali Yahia Abdenour, outre le représentant de l'ancien Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali.

L'Instance a souligné que ses membres «ont convenu d'adresser un message au peuple algérien, en vue de mieux communiquer avec les différentes franges de la société». Les partisans d'une transition initiée par la Coordination nationale pour les

libertés et la transition démocratique (CNLTD) tiennent toujours à diffuser un message au peuple algérien, à partir de vendredi prochain, veille du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Mardi dernier, une réunion organique a regroupé de nouveau les partisans d'une «transition démocratique» en Algérie au niveau du siège de Mouvement de la société pour la paix. Lors de cette réunion, les différents participants ont finalisé les dernières retouches de la fameuse lettre qui sera adressée aux Algériens à la veille du 1^{er} novembre. Cette lettre, inspirée selon ses initiateurs du «message du 1^{er} novembre», appelle les Algériens à adhérer à une transition démocratique et attire leur attention sur l'existence d'«une crise politique» qu'il faut régler avec «un changement pacifique». Il est à souligner que des académiciens ont participé à la rédaction de cette lettre, dont respectivement Ahmed Adhimi, Arezki Ferrad, Abdelaziz Rehabi et le sociologue Nacer Djabi. Une nouvelle réunion est attendue pour aujourd'hui afin d'apporter les dernières retouches.

La CNLTD semble même renforcée par l'expérience tunisienne puisque, selon Benflis, la grande leçon de cette élection c'est la démonstration qu'«une transition démocratique ordonnée et apaisée est possible et qu'elle est à la portée de ceux qui

croient et œuvrent avec sincérité à son avènement».

Il faut rappeler que les partisans d'une «transition démocratique» en Algérie ont mené une campagne «timide» au niveau de quelques wilayas du pays pour expliquer leur initiative politique.

Il est à préciser que la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD) rejette l'initiative du Front des forces socialistes portant reconstruction d'un consensus national qui regroupera le pouvoir et l'opposition. Un boycott qui ne décourage par le FFS qui affirme continuer ses consultations avec la classe politique et la société civile malgré le boycott de la CNLTD.

«Le dialogue restera ouvert avec les différents courants politiques en dépit du refus de certains partis de participer à cette rencontre», a déclaré mardi dernier le premier secrétaire du Front des forces socialistes, Mohamed Nebbou, tout en soulignant que les consultations autour de l'organisation de la conférence nationale du consensus se poursuivaient «normalement».

Il faut savoir que du côté du pouvoir, aucune annonce n'a été faite concernant la suite du processus de révision de la Constitution, engagé en juin dernier, et dont les consultations avec les différents partenaires ont pris fin le 9 juillet dernier.

N. C.

— Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan du gouvernement —

Conférence sur l'investissement productif

L'initiative du ministère de l'Industrie et des Mines, une conférence nationale sur le développement économique et social de l'Algérie se tiendra du 4 au 6 novembre prochain à Alger, sous le thème «Un climat d'investissement adapté : un impératif».

La secrétaire générale du ministère organisateur, M^{me} Rabéa Kharfi, a indiqué, dans un entretien accordé à l'APS, que près de mille participants sont attendus à cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du gouvernement et du Pacte économique et social de croissance, qui consacrent une nouvelle orientation de la stratégie industrielle. Cette conférence fait suite à la concertation engagée par les pouvoirs publics avec les partenaires économiques et sociaux pour le développement de l'entreprise et l'amélioration de son environnement, explique la même responsable. Plusieurs questions relatives notamment aux mécanismes d'accélération de la croissance économique et de la diversification de l'économie nationale seront abordées à cette occasion. Selon M^{me} Kharfi, le ministère vise à évaluer les avancées réalisées en matière d'amélioration du climat de l'investissement et de l'environnement de l'entreprise à travers les différents dispositifs et mesures de réformes déjà mis en œuvre en vue de les rendre plus efficaces. «Pour mieux cerner les défis nombreux liés à la promotion de l'outil de production nationale dans le contexte

économique mondial actuel, l'action d'évaluation doit être multiforme, éclairée et appuyée par un examen critique d'expériences comparées et d'échanges croisés», insiste-t-elle. Ce sera l'occasion «d'écouter tous les acteurs économiques et sociaux à travers un débat fort dans la perspective d'identifier les moyens de développer l'investissement productif, celui de l'industrie en particulier, dans un contexte de faible participation de ce secteur stratégique dans la croissance économique globale du pays», explique la même responsable. En effet, l'industrie dans la formation du PIB est à hauteur de seulement 5% alors que ce secteur devrait réaliser une croissance à deux chiffres pour que le taux de croissance du PIB global de 7% escompté pour 2019 puisse être atteint. Selon elle, la situation de l'investissement n'est pas encore à la hauteur des potentialités recensées et est loin de refléter la réalité des opportunités d'investissements et de partenariat en Algérie. Elle constate aussi qu'entre 2012 et 2013 il a été enregistré un volume d'investissements déclarés de l'ordre de 104 000, dont seulement près de la moitié ont abouti, tandis que ces projets sont souvent à faible valeur ajoutée et à grande volatilité. Parmi les projets réalisés, 58% relèvent des secteurs des services dont particulièrement les transports de marchandises et de voyageurs. Le Plan d'action du gouvernement pour la période 2015-2019 prévoit, à

travers l'amendement de la loi sur l'investissement, de «moduler les avantages, de soutenir les projets d'investissement en fonction des priorités de la politique économique de l'Etat et d'énoncer l'ensemble des avantages sectoriels à octroyer», rappelle-t-on. L'amélioration du climat des affaires ainsi que l'environnement de l'entreprise sont aussi parmi les priorités du gouvernement qui compte dynamiser la mise en œuvre de sa démarche visant à encourager et à développer l'entreprise et l'investissement en poursuivant la levée des contraintes qui entravent l'accélération de la croissance. A souligner que la Conférence de novembre regroupera des organisations patronales, des chefs d'entreprises, l'UGTA, des experts algériens et étrangers, les autorités locales ainsi que les institutions et organismes publics ayant un lien avec l'investissement tels que la Banque d'Algérie, les Douanes et l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI). Seront également présents à cette rencontre des représentants de la société civile à travers les associations à vocation économique telles Nabni, Hawkama et Care, et les représentants d'institutions internationales telles que la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Ahcene Hadjam

EDITO

Algérie-France, l'amour contrarié

suite de la page Une
Mais, pour le moins que l'on puisse dire, il y a loin de la coupe aux lèvres. Alors, quand la volonté politique des plus hauts responsables des deux pays se rejoignent dans une quasi parfaite osmose pour des liens toujours plus fraternels, du moins intensément amicaux et des rapports économiques à la hauteur de cette volonté, et que la réalité se décline sous un versant autrement moins avenant que ne laissent entrevoir ses (très sincères, faut-il le préciser) professions de foi, il y a «quelque chose qui cloche»... La passerelle historique, économique, politique (hormis sur quelques registres internationaux, mais bien circonscrits), sociale (émigration, étudiants en France plus les dizaines de milliers de visiteurs sur les deux rives, chaque année) et surtout culturelle semble bien solide, mais avec un maillon qui décroche au gré des mésententes qui ravivent autant les courroux que les blocages qui vont avec. Pourtant, tout devrait couler, une fois non pas élagués mais pris en tant que question à part, (notamment le «contentieux historique», reconnaissance des crimes coloniaux, archives etc.) dans le sens de relations exemplaires à tout point de vue entre France et Algérie, dans une perspective «gagnant-gagnant», pour parler comme les banquiers. Même s'il est illusoire de s'en tenir à la seule pugnacité d'un ambassadeur, à Alger comme à Paris, pour asseoir des relations réellement libérées de ce lest, généralement adossé à des considérations subjectives qui les tirent vers le bas et le sur-place, il est permis de considérer qu'à chaque nouvelle arrivée, un levier nouveau est planté pour se... délester justement de tous ces facteurs bloquants. Cette fois-ci est-elle la bonne ? Sur les traces du pourquoi pas, Algériens et Français, états et populations mêlés, ont tout à gagner et surtout rien à perdre à incruster dans les mœurs et surtout dans la pratique concrète, celle des investissements, des rapports décontractés entre les deux pays. Et la Méditerranée n'en sera que plus belle...
 N. S.

—Bernard Emié, ambassadeur de France remet ses lettres de créance au Président Bouteflika—

«La tragédie de l'assassinat d'Hervé Gourdel ne devait pas nous séparer»

■ «Pour la France, la relation avec l'Algérie est égale à nulle autre. Et à la veille du 60^e anniversaire du 1^{er} novembre 1954, je mesure le champ immense qui s'offre à nous pour l'avenir de nos relations». C'est ce qu'a déclaré avant-hier soir Bernard Emié, nouvel ambassadeur de France à Alger, après la remise de ses lettres de créance au Président Bouteflika.

Par Lynda Naili Bourebrab

Reçu par le président de la République avant-hier soir, à l'occasion de la remise de ses lettres de créances en sa qualité de nouveau Haut représentant de la République française en Algérie, M. Emié a évoqué un certain nombre de sujets qu'il a eus à débattre avec le chef de l'Etat, a indiqué hier un communicant de la représentation diplomatique française à Alger. Il s'agit essentiellement de «porter au plus haut les relations d'amitié et de coopération» entre les deux pays telles que signifiées dans «les décisions qui ont été prises par les deux Présidents lors de la visite d'Etat du Président Hollande en décembre 2012», d'«intensifier le partenariat économique pour attirer les investisseurs français en Algérie, mais aussi algériens en France, en co-localisant des activités de production industrielle dans l'intérêt de votre économie et de ce partenariat» et «de coordonner tou-

jours davantage pour travailler au règlement des crises internationales et régionales qui nous affectent tous les deux, et notamment le Mali et la Libye». Il s'agit également, poursuivra le diplomate, «de développer nos échanges culturels et la place du français en Algérie. Cette langue que nous avons la chance d'avoir en partage, de faciliter la venue des étudiants algériens en France, qui sont déjà 23 000 et de multiplier les liens humains, si riches entre nos deux pays. Il y a près de 350 000 Algériens qui vont venir en France cette année et près de 120 000 Français vont venir en Algérie en 2014».

Par ailleurs, ajoutera la même source, M. Emié indiquera avoir également évoqué avec le Président Bouteflika «les crises régionales et aussi le terrorisme contre lequel nous luttons, la main dans la main. J'ai remercié le président de la République, et par son intermédiaire tout le peuple algérien, pour les messages de solidarité de l'Algérie à l'occasion du lâche enlèvement et de l'assassinat de notre compatriote Monsieur Hervé Gourdel. Et j'ai souligné aussi combien cette tragédie ne devait pas nous séparer mais au contraire nous rapprocher et nous conduire à toujours travailler davantage ensemble pour la paix et la stabilité dans la région». En outre, le successeur d'André Parrant, a ainsi estimé qu'«au total, c'est



une grande nouvelle page que nous avons à ouvrir ensemble, entre l'Algérie et la France, une page dans laquelle nous devons avoir à l'esprit le passé, mais une

page sur laquelle nous pouvons écrire aussi un avenir très brillant (...) Pour la France, la relation avec l'Algérie est égale à nulle autre. Et à la veille du 60^e anniver-

saire du 1^{er} novembre 1954, je mesure le champ immense qui s'offre à nous pour l'avenir de nos relations».

L. N. B.

Tizi Ouzou 1 227 fusils de chasse restitués à leurs propriétaires

L'OPÉRATION de restitution des fusils de chasse dans la wilaya de Tizi Ouzou avance convenablement, et pas moins 1 227 fusils ont été restitués à leurs propriétaires. Selon les statistiques fournies par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale, sur les plus de 2 000 fusils acheminés à Tizi Ouzou à la faveur de l'instruction du Premier ministre de juin 2013, seulement 251 n'ont pas encore été restitués à leurs propriétaires et leurs demandes sont à l'étude. La restitution des fusils de chasse dans la wilaya de Tizi Ouzou ne relève pas seulement des services de la Gendarmerie nationale puisque certains propriétaires résident dans les territoires de compétence de la sûreté nationale, et rien que pour l'année 2014 pas moins de 500 unités seront du ressort de ce même corps de sécurité. Il est à noter que plus de 5 000 fusils de chasse ont été récupérés durant les années 1990 à la suite de la détérioration des conditions sécuritaires dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Hamid M.

Coopération algéro-française

L'agroalimentaire à l'honneur



Quelques jours après le lancement de trois jumelages dans le domaine agricole, financés par l'Union européenne, Stéphane Le Foll, ministre français de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et porte-parole du gouvernement, a

entamé depuis hier une visite de deux jours en Algérie à l'invitation de son homologue algérien Abdelouahab Nouri, ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Lors de son déplacement, outre des discussions prévues avec M. Nouri, et de présider une réunion organisée par UbiFrance et le service commercial de l'ambassade de France à Alger avec une quarantaine d'entreprises françaises actives ou intéressées à nouer ou à développer des partenariats avec des sociétés algériennes de la filière agroalimentaire, M. Le Foll se rendra à Biskra pour visiter notamment une palmeraie et une usine de conditionnement de dattes, selon un communiqué de la représentation diplomatique française à Alger. Ainsi, cette visite, souligne la même source, «sera l'occa-

sion de poursuivre les contacts étroits entre autorités françaises et algériennes dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire et de faire le point sur les différents dossiers qui sont au cœur de nos projets de coopération bilatérale». En effet, «parmi ces partenariats, est-il écrit dans ledit communiqué, la montée en puissance de la filière laitière en Algérie et la coopération en cours de lancement sur la filière viande». Et de rappeler, à ce propos, que «la France est le premier partenaire de l'Algérie dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire», notamment dans «le domaine du lait et des fromageries». Par ailleurs, cette visite intervient dans le cadre de la préparation de la tenue de la prochaine réunion de la Commission mixte économique France-Algérie (COMÉFA), programmée le 10 novembre prochain à Oran, en marge de l'inauguration de l'Usine Renault Algérie Production (RAP), ainsi que de la 2^e rencontre du Comité intergouvernemental franco-algérien de haut niveau (CIHN) prévue au courant du mois de décembre 2014 en France. A noter que déclassée par la Chine sur deux années successives, la France vient en deuxième position avec 1,67 md usd (12,11%) d'importations, selon les statistiques des Douanes algériennes datant du mois de mai 2014.

Lynda Naili Bourebrab

Hydrocarbures

Signature de quatre contrats de recherche et d'exploitation

■ Ces contrats concernent la recherche et la mise en exploitation des quatre périmètres de Timmissit, Tinhert Nord, M'sari Akabli et Boughezoul, attribués par Alnaft en septembre dernier dans le cadre du 4^e appel d'offres pour les opportunités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures.

Ph/DR



Par Mehdi O.

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a signé, hier à Alger, quatre contrats de recherche et d'exploitation des hydrocarbures avec trois groupements internationaux. Ces contrats concernent la recherche et la mise en exploitation des quatre périmètres de Timmissit, Tinhert Nord, M'sari Akabli et Boughezoul, attribués par Alnaft en septembre dernier dans le cadre du 4^e appel d'offres pour les opportunités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures. Représentée par le président de son comité de direction, Sid Ali Betata, l'agence Alnaft a, ainsi, signé deux contrats avec le groupement Enel-Dragon Oil pour la recherche et l'exploitation des périmètres de Tinhert Nord et de M'Sari Akabli, situés respectivement dans les régions est et ouest du Sahara. La partie Est du Sahara algérien est une zone

qui recèle d'importantes réserves pétrolières et gazières, tandis que la région ouest saharienne, peu explorée jusqu'à maintenant, est supposée contenir de grands gisements gaziers, selon les premières évaluations faites dans ce sens. Le troisième contrat relatif au périmètre de Timmissit, situé lui aussi dans l'erg Est du Sahara, a été paraphé avec le consortium Statoil Sigma-Shell exploration. Quant au quatrième contrat, qui concerne le périmètre de Boughezoul, il a été signé avec le groupement Repsol exploration-Shell exploration.

M. O./APS

Hydrocarbures Les cours du pétrole en hausse

LES COURS du pétrole s'affaiblissent en hausse hier en Asie dans un marché sur la réserve dans l'attente de la réunion de la Réserve fédérale américaine et la publication du rapport hebdomadaire sur les stocks de brut aux Etats-Unis. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en décembre gagnait 26 cents, à 81,68 dollars tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance prenait 20 cents à 86,23 dollars.

«Les yeux sont clairement rivés sur la Fed», a déclaré la United Overseas Bank de Singapour. La banque centrale, qui a entamé mardi à Washington une réunion de politique monétaire de deux jours, devait publier sa décision très attendue hier. La plupart des analystes anticipent la fin de son soutien monétaire exceptionnel et le maintien de ses taux directeurs à des niveaux proches de zéro. «Nous nous attendons à ce que la Fed maintienne son cap en matière de taux directeurs et qu'elle dise qu'ils resteront bas pendant un "temps considérable", une fois terminé le programme d'injections de liquidités», a ajouté la UOB.

Les marchés sont également dans l'attente de la publication hier du rapport hebdomadaire des autorités américaines sur les réserves de produits pétroliers aux Etats-Unis. Les analystes anticipent une hausse. Mardi à la clôture, le baril de WTI pour livraison en décembre avait gagné 42 cents sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), à 81,42 dollars. A Londres, le baril de Brent avait terminé à 86,03 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse de 20 cents par rapport à la clôture de lundi.

APS

Partenariat Algérie/Etats-Unis

Des hommes d'affaires US intéressés par le potentiel d'investissement

Les rencontres bilatérales pour l'identification des opportunités d'affaires entre l'Algérie et les Etats-Unis ont connu, à Chicago, une forte présence d'hommes d'affaires américains à l'occasion de la tenue de la Semaine algérienne des investissements.

«Plusieurs opérateurs américains se sont montrés très intéressés par le marché algérien mais aussi par le plan de relance du secteur industriel», a affirmé le directeur de gestion du secteur marchand public auprès du ministère de l'Industrie et des Mines, Ali Oumellal, en marge de cette rencontre lancée lundi dernier à Chicago.

Selon M. Oumellal, ces rencontres, qui se poursuivront mercredi et jeudi à Washington DC, devraient être sanctionnées par la signature d'accords de partenariat dans divers secteurs.

La joint-venture conclue lundi dernier entre CIALFARM (filiale du groupe algérien ETRHB) et la firme américaine Varian Medical Systems, qui est le leader dans les systèmes de radiothérapie, constitue un premier résultat concret de cette rencontre.

Signé en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, cet accord prévoit la facilitation de l'acquisition par la partie algérienne de systèmes de radiothérapie destinés au traitement des maladies de cancer.

L'accord porte également sur la réalisation, en Algérie, d'un institut de formation dans le domaine des technologies de radiothérapie et des systèmes de sécurité développés et mis au point par Varian.

D'autres participants américains ont affirmé leur intention de s'engager en Algérie, à l'image du cabinet Baker and McKenzie, spécialisé dans le conseil juridique des entreprises et dont le représentant connaît l'Algérie depuis plus de quatre décennies.

«Notre cabinet reçoit souvent des demandes de conseils de la part de firmes américaines sur le climat des affaires en Algérie», a précisé Michael L. Coleman, ajoutant que les rencontres qu'il a eues avec des chefs d'entreprises algériennes et avec le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI),

Abdelkrim Mansouri, lui ont surtout permis de mettre à jour les informations relatives au climat des affaires en Algérie.

Il a également considéré que la signature d'un accord de non-double imposition par les autorités des deux pays devrait permettre de renforcer la présence des firmes américaines dans le marché algérien, notamment dans le segment de l'industrie pharmaceutique.

Un représentant d'un institut de formation, basé à Indianapolis, Oscar Estrada, a indiqué avoir été sollicité par l'ANDI à l'effet d'assurer la formation de cadres chargés de l'accompagnement de l'investissement.

«Nous avons convenu d'organiser une première visite en Algérie pour définir les besoins réels en matière de formation», a-t-il ajouté.

La Semaine algérienne consacrée à l'investissement et aux affaires, «Doing business in Algeria», qui a ouvert ses travaux lundi à Chicago, devait se poursuivre hier et aujourd'hui à Washington DC.

Fatah A.

Les marchés bougent en fonction des publications d'entreprises

Les bourses européennes rebondissent

Les bourses européennes se sont toutes reprises mardi après des annonces de résultats et au premier jour de la réunion de la réserve fédérale américaine.

La FED devrait préciser ses intentions à propos de la remontée de ses taux, prévue en 2015, et pourrait en outre mettre un terme à son programme de rachats d'actifs, autrement appelé QE (quantitative easing). Selon les analystes, les marchés

bougent en fonction des publications d'entreprises, «tout en restant dans l'expectative avant la réunion de la Fed qui prend fin demain soir».

L'Eurostoxx est monté de 1,24%. La Bourse de Londres a terminé en hausse malgré une série de publications d'entreprises mal accueillies.

L'indice FTSE-100 des principales valeurs a gagné 38,71 points, soit 0,61%. La Bourse de Paris après deux jours de baisse

a retrouvé des couleurs (+0,39%).

L'indice CAC 40 a pris 15,93 points à 4 112,67 points. La veille, il avait perdu 0,78%.

A Francfort, le Dax a clôturé en hausse de 1,86% à 9.068,19 points, tandis que le MDax des valeurs moyennes a avancé de 1,09% à 15 637,23 points.

L'indice AEX de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse de 1,57% à 401,26 points, la plupart des titres terminant la

séance dans le vert. Bruxelles a gagné 1,56% à 3 110,32 points, tirée par la performance de ces groupes énergétiques.

A Madrid l'indice Ibex a gagné 1,96% à 10 394,8 points.

Milan a terminé en hausse de 2,35% à 19 477 points.

La Bourse de Lisbonne a gagné 2,19% à 5 240,51 points.

A la Bourse suisse l'indice SMI est en hausse de 1,29% à 8 630,41 points.

B. C.

Ouargla

Plus de 3 000 emplois créés dans le secteur de l'artisanat

■ Ces emplois ont été créés à la faveur des multiples activités exercées par les 1 560 artisans affiliés à la CAM, notamment dans les segments de l'artisanat d'art, la couture et la broderie traditionnelles, l'ébénisterie, le travail des roses de sable, la tapisserie ainsi que la bijouterie traditionnelle.

Par Dalil Y./APS

Trois mille deux cent vingt deux emplois ont été créés depuis le début de l'année dans le secteur de l'artisanat, à travers la wilaya de Ouargla, ont indiqué mardi les responsables de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM).

Ces emplois ont été créés à la faveur des multiples activités exercées par les 1 560 artisans affiliés à la CAM, notamment dans les segments de l'artisanat d'art, la couture et la broderie traditionnelles, l'ébénisterie, le travail des roses de sable, la tapisserie ainsi que la

bijouterie traditionnelle, a précisé le directeur de la CAM, Mabrouk Agrine, en marge d'un Salon de l'artisanat ouvert mardi à la salle omnisports de Ouargla.

M. Agrine a évoqué également les activités de production de matières et les services, dont la soudure, la plomberie et la maçonnerie, parmi les métiers générateurs d'emplois.

Ce salon regroupe une cinquantaine d'artisans issus de différentes régions des wilayas de Ouargla et d'El Oued, des organismes de soutien à l'emploi, dont l'Agence nationale de gestion des microcrédits (Angem), la Caisse



nationale d'assurance chômage (Cnac), l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), la pépinière d'entreprises et la Caisse nationale d'assurance des non-salariés (Casnos).

Initiée par la CAM, en coordination avec la direction du tourisme et de l'artisanat, cette manifestation porte sur l'exposition d'une panoplie de produits de différentes activités artisanales, dont la couture, tissage, broderie, bijoute-

rie, poterie, pâtisserie et les produits de dattes et dérivés. Inscrit au titre du programme du ministère du Tourisme et de l'Artisanat de 2014, ce salon, qui s'étalera jusqu'à samedi prochain, vise à mettre en relief les activités et produits de l'artisanat faisant la fierté de la région et créer un espace de rencontre et d'échange d'expériences entre artisans.

D. Y./APS

El-Bayadh

Plusieurs projets pour l'entretien des routes

Plusieurs opérations d'entretien des routes de la commune de Tismouline (El-Bayadh) ont été inscrites, avec une enveloppe de 435 millions DA, a-t-on appris mardi des responsables locaux du secteur des travaux publics. Près de 170 millions DA de ce financement alloué ont été réservés à la réhabilitation de la route communale reliant Tismouline à la RN-6A sur 25 km, qui va permettre de réduire la distance entre El-Bayadh et Mécheria (Naâma), a révélé le directeur du secteur, Ahmed Bengraben. Ces travaux devront éga-

lement alléger la pression sur la RN-6, dans sa partie reliant les communes de Bougtob et Mécheria.

La route reliant les communes de Tismouline et El-Mahra sur 33 km va bénéficier d'une enveloppe de 265 millions DA, dans le cadre du programme complémentaire dont a bénéficié la wilaya en 2013, selon le même responsable.

La réhabilitation de cet axe routier va fluidifier la circulation, notamment pour les usagers allant vers le sud de la wilaya d'El-Bayadh,

considéré comme un relais avec la RN-6B, dans sa partie reliant le chef-lieu de wilaya d'El-Bayadh à l'ensemble des communes au sud (Labioudh Sidi Cheikh et Chellala), passant par la localité d'El-Khadr sur le territoire de la commune d'El-Mahra, a-t-on indiqué. L'opération de réhabilitation des routes de la commune de Tismouline, qui a été très bien accueillie par les habitants de cette collectivité isolée, constituait l'une des préoccupations des autorités locales, au vu de l'état de ses différentes routes.

Chlef

Campagne de boisement d'une surface forestière

Une campagne de boisement ciblant une surface forestière de 700 ha de la wilaya de Chlef a été lancée par la direction locale de la Conservation des forêts, a-t-on appris, mardi, auprès d'un responsable de cette institution.

L'opération, qui s'étalera jusqu'au 21 mars 2015, englobera les localités de Haranfa (50 ha), Dahra (150 ha), Zeboudja (90 ha), El Marsa (60 ha), Thalassa (50 ha), Ouled Abdelkader (90 ha), Béni Bouateb (100 ha), Béni Rached (50 ha) et Sendjas (50 ha), a indiqué à l'APS le chargé de l'extension du patrimoine et de la protection des terres à la Conservation des forêts, Larbi Amrane.

Il a également fait part d'une opération similaire visant le reboisement d'une surface de 300 ha en différentes essences forestières, dont le pin d'Alep, le chêne-liège, l'eucalyptus et le cyprès vert.

Inscrite au titre du programme de développement rural 2014,

cette deuxième opération, qui englobera plus d'une dizaine d'hectares des bordures de l'axe de l'autoroute Est-Ouest traversant la wilaya de Chlef, prévoit également, outre la réalisation de 25 points de collecte des

eaux pluviales, l'ouverture de 376 km de pistes à travers les forêts de 20 communes.

Un poste de vigie est aussi prévu dans la zone de Haranfa, en plus de travaux sylvicoles au profit d'une surface de 1 100 ha,

a ajouté la même source.

Outre la création de plus de 2 677 emplois dont 300 permanents, 620 agriculteurs locaux ont bénéficié d'arbres fruitiers, au titre de ces opérations.

Salim O.

Tizi-Ouzou

2 200 postes pourvus en 2014

Deux mille deux cents emplois directs ont été créés dans la wilaya de Tizi-Ouzou durant les 10 premiers mois de l'année en cours, au titre du dispositif de la Caisse nationale d'allocation chômage (Cnac), a-t-on appris, mardi, du directeur de l'antenne locale de cet organisme. Ces emplois ont été générés grâce à la création de 1 527 micro-entreprises par des promoteurs âgés entre 30 et 50 ans. Les entités économiques mises sur pied dans ce cadre se répartissent à hauteur de 495 pour les services, 244 pour l'industrie, 215 pour le bâtiment et les travaux publics, et 3 pour la pêche. Le reste des unités concerne les créneaux agriculture, couscous, confection de vêtements. La nouveauté de cette année, consiste, selon Ould Ali Hakim, en l'inscription on-line, depuis juillet dernier, des

postulants à l'investissement dans le cadre de ce dispositif. «L'inscription sur internet permet d'éviter aux souscripteurs des déplacements fastidieux, mais aussi de désengorger le siège de la Cnac, encombré de monde souvent pour de simples renseignements», a-t-il fait remarquer.

Le dispositif d'investissement est appelé à «s'affermir davantage, avec l'avènement d'une convention que vient de signer la tutelle avec ses différents partenaires, dont notamment les banques», a affirmé le même responsable, précisant que cette convention «vise à faciliter les démarches de création de micro-entreprises, à travers l'allègement des dossiers y afférant, telle que la subordination de fourniture du registre du commerce et du contrat de location d'un local,

exigé aux porteurs de projets, au préalable de notification de l'accord de financement bancaire». Le taux de remboursement des crédits bancaires par les promoteurs a été estimée à plus de 80% par le même responsable, qui a expliqué cette solvabilité par le concours d'un ensemble de facteurs favorisant la pérennité de l'entreprise, dont la maturation des projets, la formation des entrepreneurs aux techniques de gestion, ainsi que leur suivi en phase d'exploitation, en vue de l'identification de contraintes et des solutions de leur traitement. Le bilan de la Cnac de Tizi-Ouzou fait état de la création, depuis la mise en place de ce dispositif en 2004, de 7 490 micro-entreprises, pour une offre globale de 14 521 postes d'emploi.

Ryad A.

Skikda Bientôt une nouvelle maison de la presse

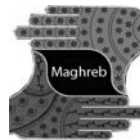
UNE NOUVELLE maison de la presse sera prochainement réalisée et équipée à Skikda, a appris l'APS, mardi, auprès des services de la wilaya. La réalisation de cette structure, dont les travaux seront lancés «très prochainement», a été décidée par le wali de Skikda, Faouzi Benhassine, «en réponse aux préoccupations des journalistes et des correspondants de presse locaux», a ajouté la même source. La future maison de la presse de Skikda, qui a nécessité la mise en place d'une enveloppe de l'ordre de 55 millions de dinars, offrira aux journalistes «un espace adéquat et davantage de confort pour l'exercice de leurs fonctions». De son côté, le président de l'APC de Skikda, Kamel Tabouche, a fait savoir, dans le même contexte, qu'un «espace approprié» sera aménagé au stade du 20-Août 1955 à l'intention des journalistes afin de leur permettre de couvrir dans de bonnes conditions les compétitions sportives.

R.R.

Djelfa 647 personnes suspectées dans divers délits

LA POLICE judiciaire de la sûreté de wilaya de Djelfa a arrêté, durant les trois derniers mois de l'année en cours, 647 personnes suspectées dans divers délits et impliquées dans 794 affaires, dont 432 relatives aux coups et blessures volontaires. Le reste a trait à des atteintes aux biens d'autrui, destruction de biens publics et émission de chèques sans provision, selon le bilan de cette institution, qui a fait état de la présentation des mis en cause devant le parquet qui a placé 109 d'entre eux en détention préventive, et 525 ont fait l'objet de citations à comparaître.

APS



Législatives en Tunisie

La communauté internationale se félicite de la transition démocratique

■ Qualifié «d'historique, réussi, démocratique, crédible et transparent», ce scrutin a été salué par la communauté internationale, qui le considère comme un espoir de réussite de transition démocratique, dans un pays qui a vécu des années difficiles depuis le soulèvement populaire de 2011.

Par Zaid F.

La communauté internationale est unanime quant à la réussite des élections législatives du 26 octobre en Tunisie, qualifiant ce scrutin d'espoir et d'un grand pas sur la voie de la transition démocratique.

Lors de ce scrutin historique organisé dimanche, à peu près 61,8% des 5,2 millions de Tunisiens se sont rendus aux urnes, dans 4 532 bureaux de vote à travers le pays et 468 à l'étranger, pour élire leurs représentants au Parlement pour les cinq prochaines années. 1 327 listes électorales se disputaient 217 sièges au Parlement, selon l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE).

Qualifié d'historique, réussi, démocratique, crédible et transparent, ce scrutin a été salué par la communauté internationale, qui le considère comme un espoir de réussite de transition démocratique, dans un pays qui a vécu des années difficiles depuis le soulèvement populaire de 2011.

Le chef de la mission d'observation de l'Union africaine, Uteem Cassam (ancien président de la République de Maurice), a ainsi exprimé la satisfaction de la mission de la bonne organisation de ces élections.

Il a, également, loué les progrès enregistrés par rapport aux élections de l'Assemblée nationale constituante du 23 octobre 2011, et félicité la Tunisie de son nouveau processus démocratique, affirmant que l'expérience tunisienne constitue un modèle

de transition démocratique et de cohésion sociale.

Pour la mission d'observation électorale de l'Union européenne (UE), par la voix de la chef de la mission, Annemie Neyts-Uyttebroeck, elle a jugé que «le peuple tunisien a renforcé son engagement démocratique grâce à des élections crédibles et transparentes qui ont permis aux Tunisiens de toutes sensibilités politiques de voter librement». «La journée électorale s'est déroulée dans une ambiance sereine et de manière ordonnée. Les choses ont été d'une très grande normalité», a-t-elle indiqué.

De son côté, le président des Etats-Unis, Barack Obama, a «félicité au nom de tous les Américains, le peuple tunisien pour l'élection démocratique d'un nouveau Parlement, une étape importante dans la transition politique historique de la Tunisie». «En déposant, aujourd'hui, leurs bulletins dans les urnes, les Tunisiens continuent d'inspirer les peuples de la région et dans le monde, comme ils l'avaient fait pendant la révolution de 2011 et lors de l'adoption d'une nouvelle Constitution», a-t-il ajouté, réaffirmant l'engagement des Etats-Unis à soutenir la démocratie en Tunisie.

Le climat de sérénité et le bon déroulement des législatives a été salué mardi par la Russie, qui a mis l'accent sur l'importance de ces élections qui constituent «une étape importante sur la voie de la réforme démocratique».

Le ministère russe des Affaires étrangères a rendu hom-



Ph. DR

mage à «la maturité politique et l'engagement des partis politiques» lors de ces élections en Tunisie.

Pour sa part, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, qui a qualifié ce scrutin de «grand pas sur la voie de l'enracinement de la démocratie», a félicité «le peuple tunisien qui a prouvé qu'il n'a pas cédé aux menaces terroristes, en particulier après la révolution du 14 janvier 2014, réalisée au prix de nombreux sacrifices et d'un combat pour la liberté et la démocratie».

«La Tunisie a montré que la transition d'un régime de dictature à une démocratie est possible», estime le chef de la diplomatie allemande, affirmant que l'Allemagne s'engage à poursuivre son soutien à la Tunisie pour la réussite de son processus de transition.

De son côté, la ministre italienne des Affaires étrangères, Federica Mogherini, a souligné que malgré un «parcours diffi-

le», la Tunisie a prouvé, en organisant ces législatives, que «le rêve du printemps arabe peut se réaliser et qu'il est possible de bâtir des institutions démocratiques stables par le dialogue et le débat politique».

«Ceci engage encore plus l'Italie et la communauté internationale tout entière à promouvoir et à soutenir les transitions pacifiques», a affirmé Mogherini dans un communiqué.

A cet égard, l'Algérie, qui se «réjouit du bon déroulement des élections législatives en Tunisie et du climat de sérénité et d'apaisement qui les a caractérisées», a tenu à «féliciter le peuple et le gouvernement tunisiens pour la bonne tenue de ce scrutin qui constitue une étape décisive dans le processus de consolidation des institutions démocratiques et de l'Etat de droit».

«L'Algérie s'engage, à cette occasion, à continuer à apporter son plein soutien à la Tunisie sœur, décidément engagée sur la voie de la stabilité et de la prospérité», a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif.

nu sa défaite. Son président Rached Ghannouchi a appelé le chef de Nidaa Tounès, Béji Caïd Essebsi, pour le féliciter.

Le mode de scrutin à la proportionnelle adopté, favorisant la représentation de petits partis, la formation victorieuse sera contrainte de former une coalition pour avoir une majorité de 109 sièges sur 217. Ennahda a estimé obtenir environ 70 sièges contre 80 à Nidaa Tounès.

«Nous avons pris une décision avant (même les élections, ndlr) selon laquelle Nidaa Tounès, même s'il a la majorité absolue, ne gouvernerait pas seul. Il faut gouverner avec les autres, dans l'intérêt de Nidaa Tounès et du pays», a déclaré M. Caïd Essebsi.

«Nous gouvernerons avec les plus proches de nous, la famille démocratique entre guillemets», a-t-il ajouté.

De son côté, Rached Ghannouchi a même appelé ses partisans à fêter «la démocratie» malgré sa défaite, et des centaines de personnes se sont rassemblées en chantant lundi soir devant son siège à Tunis tandis que des feux d'artifice illuminaient le ciel.

Seul mot d'ordre de toute la classe politique tunisienne, l'importance de ces élections législatives qui permettront aujourd'hui de passer de la phase transitoire à l'étape d'édification des institutions légales de la première république démocratique dans l'histoire de la Tunisie.

L'élection d'une Assemblée des représentants du peuple marquera donc un tournant majeur, avant que les Tunisiens n'aient de nouveau à se rendre aux urnes dans moins d'un mois (23 novembre) pour se donner un président de la République.

Z. F./APS

Libye

L'ambassade du Niger assiégée par des miliciens armés

L'ambassade du Niger en Libye a été assiégée de lundi à mardi matin par des miliciens lourdement armés, a annoncé le ministère nigérien des Affaires étrangères, jugeant cet incident «gravissime» et «rarissime».

L'incident de Tripoli a abouti à «l'encerclement et la séquestration du personnel diplomatique, y compris l'ambassadeur», par des «groupes de miliciens incontrôlés», a affirmé à la presse Abani Sani Ibrahim, secrétaire général du ministère nigérien.

Ce responsable n'a donné aucune précision sur l'identité de ces «miliciens».

Ces derniers, roulant en «véhicules militaires» équipés de mitrailleuses lourdes, n'ont toutefois pas «exercé de violence», a assuré M. Sani Ibrahim cité par l'AFP.

Il a démenti tout lien entre cet incident et les appels réguliers du président nigérien Mahamadou Issoufou à intervenir militairement en Libye voisine, plongée en plein chaos.

L'incident serait lié à des rumeurs selon lesquelles les forces armées nigériennes auraient «pénétré dans l'ambassade de Libye» au Niger, «ce qui est faux», engendrant des «représailles» à Tripoli, a-t-il expliqué.

La situation sécuritaire est catastrophique en Libye, trois ans après la chute du régime de Maamar Kaddafi en 2011, dont les immenses stocks d'armes ont été pillés ou revendus tantôt à des groupes armés, tantôt à des milices criminelles.

Dans l'attente des résultats définitifs, le consensus est déjà là

L'enjeu de ces élections est de doter la Tunisie d'institutions pérennes, près de quatre ans après la révolution qui a mis fin à la dictature de Zine El Abidine Ben Ali, alors que des pays qui ont connu le dit «Printemps arabe» ont basculé dans la violence et le blocage politique.

Les résultats officiels du scrutin de dimanche, se faisaient toujours attendre mardi mais le parti «Nidaa Tounès» a déjà fait état de son avance et Ennahda a recon-

R. M.



Colonisation israélienne

Exaspération de l'administration américaine

■ Irrité par l'annonce israélienne d'accélérer la colonisation, pourtant illégale, à Jérusalem alors que la tension dans la Ville sainte est à son paroxysme, un haut responsable américain a exprimé de façon peu amène l'exaspération croissante de l'administration Obama au sujet de l'attitude de Benyamin Netanyahu.

Par Ali O.

«**L**a vérité sur Bibi, c'est que c'est une crotte d'oiseau», affirme cet officiel au site américain The Atlantic. «Il ne fera rien pour arriver à un compromis avec les Palestiniens ou les pays arabes sunnites. [...] La seule chose qui l'intéresse est de se protéger d'une défaite politique», poursuit le haut responsable de l'administration Obama, fustigeant les gages ainsi accordés par Benyamin Netanyahu à l'extrême droite de son gouvernement.

Des paroles qui tranchent sévèrement avec l'habituel langage diplomatique employé par la Maison-Blanche, dès qu'Israël annonce de nouveaux plans de colonies. Lundi encore, Washington a critiqué l'annonce par Israël de l'accélération des plans pour la construction de 1 000 logements à Jérusalem-Est, y voyant une action «incompatible» avec les efforts de paix entrepris dans la région. Des formules convenues qui peinent pourtant à cacher le ras-le-bol de Barack Obama quant à son indéfectible allié.

Dès septembre 2012, le président américain a été particulièrement échaudé par les déclarations publiques de Benyamin Netanyahu exhortant publiquement le pensionnaire de la Maison-Blanche à fixer des lignes rouges à l'Iran sur son dossier nucléaire, autrement dit à l'accompagner dans un conflit armé. Son adminis-



Ph. > D. R.

tration ne l'a pas oublié. «Ce qui est bien avec Netanyahu, c'est qu'il a peur de lancer des guerres», ironise aujourd'hui le haut responsable américain à The Atlantic.

Dans la foulée, le Premier ministre israélien va publiquement faire campagne pour le républicain Mitt Romney dans la course à la présidentielle américaine, plus dévoué, selon lui, à la cause de l'État hébreu. Mais il pariera sur le mauvais cheval. Obama ne l'oubliera pas. Il charge alors le chevronné John Kerry de prendre à bras-le-corps le dossier israélo-palestinien. En juillet 2013, le secrétaire d'État arrache la reprise

des négociations de paix entre les deux camps. Neuf mois durant, Kerry va faire la navette entre Washington, Tel-Aviv et Ramallah. Mais il se heurte à l'impitoyable poursuite de la colonisation israélienne, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

Rompant avec les usages, le secrétaire d'État livre alors le fond de sa pensée en novembre 2013 dans une interview à une chaîne israélienne : «La poursuite de la colonisation donne l'impression qu'Israël ne négocie pas sérieusement», affirme-t-il. Et le secrétaire d'État de mettre en garde l'État hébreu : «Israël veut-il une troisième Intifada ? [...] Si la paix reste introuvable, Israël sera de plus en plus isolé. Il y aura un renforcement de la campagne de délégitimation au niveau international.» Cinq mois plus tard, l'échec des négociations de paix étant acté, John Kerry écrivit : «La création de deux États sera la seule solution réaliste. Parce qu'un État unitaire finirait par être soit un État d'apartheid avec des citoyens de seconde classe soit un État qui détruira la capacité

d'Israël d'être un État juif», aurait affirmé à Washington le responsable américain lors d'une réunion à huis clos à Washington, retranscrite par le site Daily Beast. Des déclarations qui déclencheront la foudre des dirigeants israéliens, ce qui forcera le secrétaire d'État à démentir ses propos. Pourtant, six mois plus tard, ces paroles sonnent curieusement juste.

L'opération israélienne à Gaza a également permis de mesurer le double discours américain. Si les communiqués officiels insistent sur le droit d'Israël à se protéger face aux attaques du Hamas, le secrétaire d'État a été surpris sur la chaîne américaine Fox News en train de glisser à l'antenne : «C'est une opération sacrément chirurgicale, en effet, sacrément chirurgicale.» Mais cet agacement américain n'a pourtant jamais dépassé le simple cadre diplomatique, les États-Unis poursuivant leur soutien politique et militaire inconditionnel à l'État hébreu. «Il ne faut pas oublier que le budget américain est décidé par le Congrès, où l'AIPAC, groupe de pression proche de la droite israé-

lienne, influe sur le choix des parlementaires en leur distribuant des contributions de campagne», explique Maya Kandel, directrice du programme États-Unis de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire de Paris (Irsem). Une organisation très puissante, auprès de la quasi-totalité des élus du Congrès, démocrates comme républicains (l'électorat juif américain vote très majoritairement démocrate, NDLR). «D'autre part, Obama est parti la fleur au fusil sur le dossier israélo-palestinien, pensant naïvement qu'il pourrait résoudre ce conflit, poursuit la spécialiste. Or, il s'est rapidement rendu compte que cette crise était sans issue, et est passé à autre chose.» Un constat d'impuissance favorisé par le succès annoncé aux élections de mi-mandat des républicains, qui, en plus de renforcer leur majorité à la Chambre des représentants, pourraient également s'emparer du Sénat.

«Il [Netanyahu] n'est ni Rabin, ni Sharon, ni même Begin », conclut le haut responsable américain cité par The Atlantic. «Il n'a pas de tripes.» Ces propos hors du commun ont en tout cas été pris très au sérieux en Israël.

S'exprimant devant la Knesset, Benyamin Netanyahu a admis qu'il avait eu quelques disputes avec les Américains, mais il a souligné qu'il «chérissait» l'alliance entre Israël et les États-Unis. Et de préciser qu'il était attaqué par des «forces anonymes» simplement parce qu'il défendait les intérêts de son pays. Au contraire, le ministre de l'Économie Naftali Bennett a laissé transparaître une certaine inquiétude. Faisant part de son indignation face à ces «insultes sévères offensant des millions de citoyens israéliens et de juifs dans le monde entier», il a ajouté que «si ce qui est écrit est vrai alors il apparaît que l'administration actuelle (américaine) souhaite jeter Israël sous un bus». A. O.

Points chauds
Opposition

Par Fouzia Mahmoudi

Si le rôle des partis de l'opposition dans toutes les démocraties est de contrebalancer et de garder un esprit critique face aux actions menées par les gouvernements en place, alors ces deux dernières années l'UMP n'a que très peu rempli sa fonction. Trop occupé à tenter de limiter les déchirements internes et les luttes de pouvoir, le parti de droite n'a qu'occasionnellement eu le temps de s'adonner à un véritable travail critique concernant la politique menée par les socialistes au pouvoir. Et si les cadres de l'UMP n'ont pas de mots assez durs envers François Hollande et son gouvernement, ils ne prennent malheureusement que trop peu de temps à argumenter leurs reproches. Toutefois, le retour de Nicolas Sarkozy, souvent accusé d'ailleurs de n'être sorti de sa retraite politique que pour prendre sa revanche sur François Hollande semble décidé à étaler, ce qu'il considère être, les lacunes et les faux pas du gouvernement. Ainsi, l'ancien président de la République, aujourd'hui candidat à la présidence de l'UMP, a affirmé qu'en matière économique, le gouvernement faisait «exactement le contraire de ce qu'il faut faire». «Il fallait encourager le travail. On a supprimé les heures supplémentaires. Il fallait faire des économies pour pouvoir alléger les charges sociales. Ils ont embauché 60 000 enseignants dont on se demande ce qu'ils vont faire. Et ils sont revenus sur la réforme des retraites que nous avions conduite», a déploré Sarkozy. Alors que «tous les pays se battent» pour faire venir des gens qui dépensent leur argent chez eux, «avec la taxe à 75 %, ils ont envoyé le message au monde entier : 'ne venez pas chez nous!' Il était nécessaire d'alléger les contraintes. Or, le code du travail est passé en 10 ans de 2 000 à 3 000 pages», a-t-il ajouté. Autre reproche de l'ex-chef d'État : alors qu'il faut s'entendre avec nos partenaires européens pour créer les conditions de la croissance, le pouvoir socialiste «hésite entre faire un bras d'honneur à l'Allemagne et mendier un compromis boiteux qui casse toute possibilité pour l'Europe d'aller ensemble». «Sur chaque dossier, c'est le contraire de ce que je pense et de ce que font tous les autres pays. Et enfin, on s'attaque à ce qui fait l'admiration dans le monde entier : notre politique familiale, que tous les présidents avaient gardée», a-t-il également affirmé, en allusion à l'introduction de la modulation des allocations familiales en fonction des revenus. «Quand on a trois enfants et que l'on gagne 6 000 euros par mois, on fait partie des riches? Il ne faut rien connaître à la vie des gens pour le dire», a-t-il ajouté. «Si je suis élu, je souhaite que ma famille politique dise clairement que nous reviendrons sur ces mesures injustes, stupides économiquement, sectaires politiquement et blessantes pour les familles», a conclu Sarkozy. Un positionnement que les militants de l'UMP attendaient avec impatience, au vu des nombreuses études d'opinions qui ont été faites sur le sujet, et qui devraient aider la victoire, déjà presque gagnée, de Sarkozy à la présidence de son parti. F. M.

Somalie

Ban Ki-moon met en garde contre le risque d'une autre famine

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a appelé hier à Mogadiscio les donateurs de la Somalie à davantage d'efforts, pour éviter une nouvelle famine à ce pays dévasté par deux décennies de guerre civile et des sécheresses chroniques. «Je suis extrêmement préoccupé par la situation humanitaire de ce pays», a déclaré le chef des Nations unies devant la presse lors de sa visite éclair. «Plus de trois millions de Somaliens ont besoin d'aide humanitaire et malheureusement ce nombre augmente». «Je demande expressément aux donateurs d'augmenter leurs contributions pour éviter une nouvelle famine», a-t-il ajouté. La dernière visite de Ban à Mogadiscio remonte à décembre 2011. Il s'agissait alors de la première visite d'un secrétaire général de l'ONU en près de 20 ans. La famine, officiellement décrétée par l'ONU l'été précédent, ravageait déjà le pays et avait fait plus de 250 000 morts. Début septembre, l'ONU avait mis en garde contre la situation humanitaire, à nouveau dra-

matique. Selon le bureau de Coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), quelque 218 000 enfants de moins de cinq ans sont aujourd'hui victimes de malnutrition dans le pays et au total, plus d'un million de personnes y survivent dans des conditions proches de la famine. L'ONU dit manquer de moyens pour affronter cette catastrophe: elle n'a reçu qu'un peu plus du tiers des 933 millions de dollars qu'elle a réclamés. Hier, Ban, accompagné du président de la Banque mondiale Jim Yong Kim, a rencontré le chef de l'État somalien, Hassan Sheikh Mohamud, dans l'enceinte fortifiée de l'aéroport de Mogadiscio qui abrite le siège de la force militaire de l'Union africaine en Somalie (Amisom). «Nous sommes là pour dire aux Somaliens qu'ils ne sont pas seuls et que nous allons redoubler d'efforts pour les aider à protéger les progrès effectués ces dernières années», a déclaré Ban, selon un communiqué commun de l'ONU et de la Banque mondiale. «Lentement mais sûrement, la

Somalie se réveille d'un long cauchemar», a-t-il ajouté devant les journalistes. Les chefs de l'ONU et de la Banque mondiale n'ont cependant pas quitté l'aéroport. Les islamistes somaliens shebab ont perdu un à un leurs bastions dans le centre et le sud de la Somalie ces dernières années, mais ils ont aussi multiplié les opérations de type guérilla, notamment les attentats au véhicule piégé contre des cibles officielles - palais présidentiel, parlement - à Mogadiscio. Quelques heures avant l'arrivée de Ban Ki-moon, un container rempli d'équipements militaires, dont des explosifs et des uniformes, a été découvert dans le port de Mogadiscio, a indiqué la présidence somalienne, sans plus de détails. La Somalie est privée de réelle autorité centrale depuis la chute du régime autoritaire du président Siad Barre en 1991. Le pays est depuis plongé dans le chaos, livré aux milices de chefs de guerre, groupes armés islamistes et gangs criminels.



Œuvre présentée à Tizi Ouzou

Premier montage poétique du «Vautour» de Kateb Yacine

■ Réalisé par Sadek Ait Hamouda et par Aderkichi Kamel du «Théâtre de la rue» d'El Harrach, ce long poème dramatique, présenté dans le cadre de la commémoration du 25^e anniversaire de la disparition de Kateb Yacine, a été monté en sept tableaux de plusieurs strophes.

Par Hatem Gh.

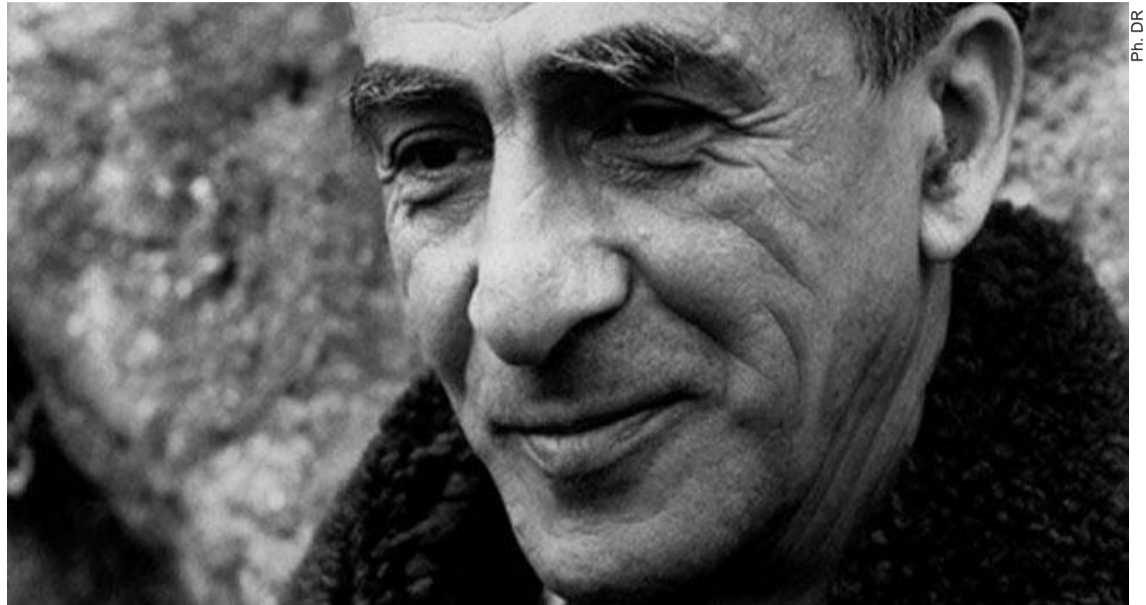
Le premier montage poétique du plus long poème, «Le Vautour», du poète et dramaturge Kateb Yacine, a été présenté mardi au théâtre régional de Tizi Ouzou.

Réalisé par Sadek Ait Hamouda, homme de théâtre et compagnon de l'auteur et par Aderkichi Kamel du «Théâtre de la rue» d'El Harrach, ce long poème dramatique, présenté

dans le cadre de la commémoration du 25^e anniversaire de la disparition de Kateb Yacine, a été monté en sept tableaux de plusieurs strophes, d'une durée totale de 30 mn.

Le rideau s'ouvre sur une scène vide et une projection de photos de Kateb Yacine pour rendre hommage à cet écrivain.

Entre chaque tableau, des chansons engagées, paroles de Smail Habar, ont été interprétées sur scène par le musicien



Mohamed Tahir, du groupe «Debza», jouant du mandole, et une comédienne du théâtre

régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou. Le montage s'est déroulé dans un silence religieux face

à un public nombreux et attentif qui a applaudi chaleureusement MM. Ait Hamouda et Aderkichi.

La présentation a été suivie d'une fresque théâtrale composée de fragments d'œuvres théâtrales de Kateb Yacine à savoir, «Mohamed prend ta valise», «Palestine trahie», «La poudre de l'intelligence» et «La guerre de 2000 ans» jouée par des comédiens de la coopérative théâtrale «Machahou», du «Théâtre de la rue» d'El Harrach, de la troupe «Debza» et d'anciens membres de l'association culturelle des travailleurs de Kateb Yacine, sous la direction artistique de Sadek Ait Hamouda.

H. Gh./APS

Prochains colloques sur Kateb Yacine

Les rencontres prises en charge par l'université de Guelma

La clôture du colloque international sur Kateb Yacine a donné lieu mardi, à l'université de Guelma, à l'annonce de «l'officialisation» des prochaines éditions qui seront prises en charge par l'université du 8-Mai 1945.

L'université prendra, dès la prochaine édition, le relais de l'association pour la promotion du tourisme et des activités culturelles, organisatrice de cette rencontre annuelle depuis 2009, a-t-on indiqué.

Le P^r Mohamed Nememcha, recteur de l'université du 8-Mai 1945, a souligné, au cours de son allocution de clôture de cette rencontre de deux jours organisée sous le thème «Kateb Yacine, esthétique moderne et épistémologie», qu'à l'occasion du 25^e anniversaire de la disparition de l'auteur de *Nedjma*, l'espace de l'université sera «le lieu

naturel» pour étudier et débattre de son œuvre poétique, romanesque et dramaturgique.

Les participants au colloque se sont rendus à Aïn Ghrou, dans la commune de Hammam N'baïls (50 km à l'est de Guelma), berceau de la tribu des Keblout à laquelle se rattache Kateb Yacine et dont il a évoqué la saga dans *Nedjma*.

En 2009, à l'occasion de la première édition du colloque, une stèle commémorative avait été érigée en ce lieu en hommage à l'écrivain.

La deuxième et dernière journée du colloque a donné lieu à des communications sur la problématique du colloque, appliquée spécifiquement aux deux romans *Nedjma* (1956) et *Le polygone étoilé* (1966).

L'intervention de Ammar Mediène, ami de

l'écrivain disparu, a été marquée par une forte charge émotionnelle, notamment en ce qui concerne des témoignages vivants sur le vécu qui a inspiré Kateb Yacine, dont l'ébauche de plusieurs de ses personnages, Nejdma en particulier, mais aussi Lakhdar et Zelikha.

De son côté, le journaliste Hmida Layachi a mis l'accent, dans son intervention, sur l'usage de la langue parlée par Kateb Yacine dans ses œuvres théâtrales.

Des œuvres qui méritent, selon lui, davantage d'études et de recherches.

Les participants au colloque Kateb Yacine de Guelma sont venus de l'université du 8-Mai 1945 de la ville, ainsi que de Batna, Constantine, Annaba, Sfax (Tunisie) et Paris (France).

Kamel L.

Littérature

Le roman algérien a acquis «profondeur et diversité»

Le roman algérien a évolué et acquis «profondeur et diversité» sous l'influence du courant littéraire universel, ont souligné, mardi à Mila, des chercheurs et universitaires lors d'un colloque national sur «la problématique de la créativité dans le texte narratif dans la littérature algérienne».

Le D^r Slimane Moudaâ, du Centre universitaire de Mila, a souligné, dans une communication intitulée «L'écriture romanesque algérienne entre le classicisme et la spécificité de l'expé-

riental», que l'influence universelle a permis au roman algérien de «diversifier ses ressources, ses mécanismes et de renouveler son style et sa construction».

Le roman algérien, a ajouté le conférencier, s'est inspiré «du patrimoine culturel universel et a largement puisé dans la littérature populaire mondiale, les légendes et les patrimoines religieux et historiques universels».

Le D^r Hacene Rachedi, de l'université Sétif 2, abordant le sujet de la réécriture de l'histoire à travers le roman, s'est référé

au roman «Loin de Médine» d'Assia Djebbar pour affirmer que cette œuvre «est aussi une reconstitution de faits liés à l'histoire de l'Islam».

Il a ajouté que dans ce roman «les chemins de l'Histoire ont constitué la toile de fond à la fiction et que les deux (l'histoire et la fiction) se sont «entrecroisés»».

Le professeur Zina Bourouissa, de l'université des sciences islamiques Emir-Abdelkader de Constantine, a évoqué «la dimension narrative

des adages dans l'ancienne littérature algérienne», et souligné que l'influence des civilisations qui se sont succédé en Algérie était «apparente dans la littérature».

Devant se poursuivre jusqu'à hier (mercredi), le colloque national sur la problématique de la créativité dans le texte narratif dans la littérature algérienne abordera également «l'expérimentalisme dans le roman algérien contemporain et la littérature algérienne à l'époque des Rostomides».

Samah Y.

Patrimoine culturel irakien

L'Unesco déplore les destructions systématiques

L'Unesco a déploré le ciblage délibéré et les destructions systématiques du patrimoine culturel irakien, pays en proie à des violences.

«Le ciblage délibéré et les destructions systématiques du patrimoine culturel en Irak atteignent des niveaux sans précédent», a déploré mardi l'Unesco dans un communiqué, condamnant «fermement» la destruction du mausolée de l'Imam Dur situé dans le gouvernorat de Salah-el-Din.

«La destruction de ce mausolée, considé-

ré comme l'une des représentations emblématiques de l'architecture islamique de son époque, n'est pas un cas isolé», a affirmé la directrice générale de l'Organisation onusienne, Irina Bokova, rappelant qu'«au cours des derniers mois, nous avons assisté à des attaques similaires visant des bâtiments historiques, notamment des mosquées, des églises et des sanctuaires».

«Le nettoyage culturel à l'œuvre en Irak doit s'arrêter», a-t-elle insisté, soulignant que «la persécution des minorités ethniques et

religieuses, qui s'accompagne de la destruction systématique de certaines des représentations les plus emblématiques du riche patrimoine irakien, relèvent d'une idéologie de la haine et de l'exclusion».

«De tels actes sont des crimes de guerre et leurs auteurs doivent rendre des comptes», a-t-elle encore dit, réitérant le soutien de l'Unesco à tous les Irakiens dans leurs efforts pour sauvegarder leur patrimoine qui est «un patrimoine de l'humanité tout entière».

Ali O.

Agenda culturel

Cinémathèque algérienne Jusqu'à la fin du mois d'octobre :

Projection des films *Titi* de Khaled Barket et *L'Héroïne* de Chérif Aggoune.

Salle El-Mouggar

Du 29 au 31 octobre :

Journées du film révolutionnaire avec trois films au programme, en collaboration avec le CNCA.
30 octobre: projection du film *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb.

31 octobre: projection du long métrage *L'opium et le bâton* d'Ahmed Rachedi.

Institut français d'Alger

Jeudi 30 octobre à 19h30 :

Pièce théâtrale *Réduit* avec Thibault Rossignone et la comédienne et dramaturge Elizabeth Mazeu.

Musée national des Beaux-Arts

Jusqu'au 22 novembre :

Exposition «De papier et d'aquarelle», avec les artistes Djahida Houadef et Safia Zoulid.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Du jeudi 31 octobre 2014 au 31 janvier 2015 :

7^e édition du Salon d'automne des arts plastiques (vernissage le jeudi 31 octobre à 17h).

Coup-franc direct



Une mauvaise habitude à éradiquer

Par Anouar M.

Cela est devenu une habitude que chaque président de club pointe du doigt l'arbitrage et l'homme en noir à chaque mauvais résultat et faux pas de son équipe. On pensait que cela était l'apanage d'un, voire de deux dirigeants qui sont connus pour parler régulièrement de l'arbitrage à chaque défaite de leur team, mais cela semble se propager maintenant et d'autres présidents en font de même. Cela a été le cas récemment du patron de l'USMA, Rebouh Haddad, qui est sorti de sa réserve légendaire pour dénoncer l'arbitre de la rencontre de son équipe face au NAHD lors du derby algérois qu'il avait accusé d'avoir lésé son équipe. La réplique de la LFP ne s'est pas fait attendre surtout que les propos du président de l'USMA étaient trop durs et montraient que ce dernier en voulait vraiment aux responsables de la Ligue. Cette dernière a donc bien fait de réagir de la sorte pour mettre un terme à ses attaques gratuites d'autant plus que cela encouragera ensuite d'autres dirigeants à en faire de même et critiquer, eux aussi l'arbitrage, alors qu'ils feraient bien de se concentrer sur le terrain et d'éviter de trop diatriber sur ce corps qui est le souffre-douleur des dirigeants et autres présidents de club.

A. M.

Ligue 1 Mobilis (9^e journée)

Le MOB pour confirmer, le CSC en danger

LE CO-LEADER du Championnat de Ligue 1 Mobilis, le MO Béjaïa, devrait évoluer sur du velours pour ce match de la 9^e journée face à la formation du RC Arba qu'il accueillera sur son aire du stade de l'Unité maghrébine. Les gars de la ville des Hammadites qui ont reçu à créer l'exploit de prendre cette première place après neuf journées du Championnat ne comptent pas la lâcher. De son côté, l'autre co-leader, le CS Constantine sera en danger puisqu'il rend visite au NA Hussein Dey qui ne souhaite pas laisser filer les points pour tenter de se hisser à une meilleure place que cette dernière place qu'il occupe maintenant. Toutefois, les Constantinois qui ont été accrochés lors de la précédente journée par l'USMBA comptent se reprendre et revenir donc avec un résultat probant de cette sortie. Le choc de la journée sera sans nul doute ce classico entre le Mouloudia d'Alger et la JS Kabylie qui se déroule aujourd'hui au stade de Bologhine. Le Doyen qui réalise des résultats en dents de scie souhaite mettre fin à cette situation et faire un nouveau départ, ce qui passe par un succès face aux Canaris qui ont le désir aussi de mettre fin à la situation difficile qu'ils vivent en prenant au moins un point. L'ASM

Oran qui se comporte bien en ce début de saison reçoit la formation de l'USM El Harrach et devrait logiquement l'emporter sauf si les Harrachis en décident autrement et se reprennent surtout qu'ils ont une dette envers eux-mêmes et envers leurs supporters après la dernière défaite à domicile face à l'ASO. Le MC El Eulma souhaite se reprendre en recevant la formation de l'USMA qui se cherche encore et qui souhaite revenir au moins avec le point du nul. Le derby de l'Ouest qui aura lieu entre l'USM Bel-Abbès et le MC Oran devrait être très disputé entre deux formations qui se sont bien reprises tout récemment. Enfin, la JS Saoura ne devrait pas trouver de peine à battre le CRB qui souffre, alors que le match devant mettre aux prises l'ASO à l'ESS a été reporté à une date ultérieure en raison de la participation des Sétifiens à la finale de la Ligue des champions d'Afrique.

A. M.

PROGRAMME

JSS - CRB
MOB - RCA
ASMO - USMH
MCA - JSK
MCEE - USMA (à huis clos)
USMBA - MCO (à huis clos)
NAHD - CSC
ASO - ESS (reporté)

Ligue II Mobilis (10^e journée)

LA 10^e JOURNEE de la Ligue II Mobilis devrait être très disputée surtout pour ce qui est des formations qui jouent la carte de l'accession. Ainsi, la JSM Béjaïa aura fort à faire lors de cette journée puisqu'elle se déplacera à Koléa où l'ESMK l'attendra de pied ferme. Malgré cela, les gars de la ville des Hammadites feront tout ce qui est en leur possible pour revenir avec un résultat satisfaisant et garder donc leurs chances de rester aux commandes de cette division. L'autre co-leader, le MC Saïda qui revient en force devrait évoluer sur du velours étant donné qu'il reçoit le CRB Aïn Fekroun. Les poulains de Mehdaoui ne devraient pas éprouver des difficultés pour l'emporter surtout que cette équipe du CRBAF réalise des résultats en dents de scie. De son côté, l'O Médéa qui est bien placée aussi reçoit le RC Relizane et

ne devrait pas trouver de problème pour l'emporter. Le match phare de cette journée aura lieu à Bordj Bou Arreridj entre le CABBA local et l'USM Blida, une formation qui revient en force et qui dispose de sérieux atouts pour jouer la carte de la remontée. Toutefois, les Criquets Jaunes ne comptent pas laisser filer les trois points du succès qui seront très importants pour l'équipe. L'US Chaouia qui est bien partie pour jouer les premiers rôles aussi reçoit le W Tlemcen et ne devrait pas trouver de peine à l'emporter.

Raouf M.

Programme
ABS-ASK
OM-RCR
USC-WAT
ESMK-JSMB
MCS-CRBAF
CABBA-USMB
DRBT-USMMH (huis clos)
ABM-CAB

Ligue des champions d'Afrique retour/ES Sétif-Vita Club samedi à 20h30

L'Aigle Noir proche du sacre

■ L'Entente de Sétif sera très proche du sacre continental ce samedi à l'occasion de la manche retour de la finale de la Ligue des champions d'Afrique qu'elle dispute au stade Mustapha-Tchaker de Blida à partir de 20h30.

Par Anouar M.

Auteur d'un excellent résultat au match aller à Kinshasa, les gars des Hauts-Plateaux se donneront à fond pour tenter d'aller au bout de leur rêve et décrocher ce titre tant convoité par les clubs algériens depuis un certain temps. Un nul vierge ou avec un but partout suffirait aux Sétifiens pour accrocher ce trophée à leur palmarès international déjà riche avec une Coupe d'Afrique des clubs champions et deux Coupes arabes, en plus d'une coupe intercontinentale. Les protégés du jeune entraîneur Kheïreddine Madoui, sont décidés à se faire plaisir et à faire plaisir à tout le peuple algérien qui attend la consécration avec impatience. Il faut savoir que le club sétifien portera les espoirs de tout le peuple surtout que cela fait longtemps qu'aucune formation n'est arrivée à ce seuil de la compétition africaine. La fête sera au rendez-vous au stade Tchaker avec la présence des supporters des autres clubs algériens en plus de ceux de l'Entente. Les coéquipiers de Belamiri, qui devrait être présent



Les Sétifiens proches du but

pour ce deuxième match, sont conscients de la tâche qui les attend et se donneront à fond pour tenter de l'emporter. Il s'agira de jouer le jeu malgré le résultat du match aller qui même s'il reste favorable aux Sétifiens, mais n'empêche qu'il reste un résultat-piège pour les Sétifiens

qui devront être très méfiants et faire très attention à cette formation du Vita Club qui se déplacera en Algérie en conquérant et tentera de renverser la situation bien que cela ne sera pas aussi simple.

A. M.

Les statistiques favorables à l'ES Sétif

Les statistiques des finales de la Coupe des clubs champions d'Afrique de football, devenue Ligue des champions en 1997, sont favorables aux équipes ayant obtenu un nul à l'extérieur comme c'est le cas de l'ES Sétif, auteur d'un (2-2) contre l'AS Vita Club en finale aller de la 50^e édition disputée dimanche à Kinshasa. Depuis la création de cette prestigieuse compétition africaine des clubs en 1964, par 12 fois le club ayant obtenu le nul en déplacement lors de la manche aller a fini par décrocher le titre, contre 8 pour les clubs tenus en échec à domicile à l'aller. Mais les Sétifiens devraient rester vigilants face aux Congolais, car en football rien n'est gagné d'avance. Une étude approfondie du passé de la Coupe/Ligue des champions démontre que c'est loin d'être une vérité absolue. C'est ainsi

qu'à trois reprises, la première manche s'est achevée sur un score identique (2-2) à celui de la 50^e édition de l'épreuve, entre le TP Englebert et Ismaïly (1969), entre le Canon de Yaoundé et l'AS Bilima de Kinshasa (1980) et, plus récemment, entre Orlando Pirates et l'ASEC d'Abidjan (1995). Si Ismaïly a été couronné chez lui, le Canon et Orlando Pirates ont réussi à renverser la tendance et à s'imposer à l'extérieur lors de la finale retour, selon la CAF. De 1967 à 1974, à l'exception de l'édition 1970 entre l'Ashanti Kotoko de Kumasi et le TP Englebert, les autres équipes qui avaient été contraintes à un premier nul a toujours laissé le titre de son adversaire. Depuis l'avènement de la nouvelle formule en 1997, un résultat nul a sanctionné la première manche de 10 des 17 finales. Et sur ces dix éditions,

quatre fois le futur champion semblait promis à un échec après n'avoir pas réussi à s'imposer chez lui à l'aller. Cette année l'AS V Club s'est déplacé à 7 reprises. Son bilan est de 3 défaites, 2 nuls et 2 victoires, la plus importante en demi-finale contre le CS Sfaxien qui était présenté comme le grand favori. L'Entente de Sétif n'a jamais perdu à domicile signant 3 victoires et autant de nuls curieusement lors des trois matches de la phase de poules. L'ES Sétif est certes bien parti pour devenir le premier club algérien à remporter la Ligue des champions, mais son adversaire congolais dont la dernière finale avait été un cuisant échec face à la JS Kabylie dans les années 1980, peut encore entretenir l'espoir samedi prochain au stade Mustapha-Tchaker de Blida à l'occasion de la manche retour.

Akram Djahnit

«Une finale, ça ne se joue pas, ça se gagne»

Akram Djahnit a non seulement marqué un très beau but dimanche à Kinshasa, mais celui-ci pèsera de tout son poids samedi pour la finale retour de la 50^e Ligue des champions.

Invité à donner son opinion sur le site de la CAF, l'attaquant sétifien déclare à propos de son but : «C'est le but le plus important. Je ne suis pas prêt de l'oublier. C'est peut-être celui-là qui fera de Sétif le prochain cham-

pion d'Afrique. Si tel est le cas j'en serai très fier.»

Conscient de la valeur de l'adversaire, Djahnit précise à propos du match aller : «Oui, on a souffert. C'est une équipe qui pratique du beau jeu. Toutefois, je peux vous dire que nous avons raté de nombreuses occasions lors de ce match. On pouvait même le gagner car on était bien préparés. La preuve, c'est que nous avons mené au score à

deux reprises». Concernant les 90 minutes à venir, le joueur est ambitieux, reprenant le fameux adage, il explique: «Une finale, ça ne se joue pas, ça se gagne. Nous allons tout faire pour vaincre. On sait que l'adversaire joue bien à l'extérieur. La preuve, c'est qu'il est allé chercher sa qualification pour la finale du côté de Sfax. On prend cela en considération pour bien négocier cette ultime manche.»

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Musée central de l'Armée

Gaïd Salah inaugure le pavillon de l'ANP

LE VICE-MINISTRE de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah a procédé mercredi à l'inauguration du pavillon de l'ANP au Musée central de l'Armée, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). L'inauguration a eu lieu en présence des ministres des Moudjahidine, Tayeb Zitouni et de la Culture, Nadia Labidi, des commandants des forces, de la Gendarmerie nationale, de la Garde républicaine et de la 1^{re} Région militaire. Cet événement intervient dans le cadre de la commémoration du 60^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, coïncidant avec le 30^e anniversaire de l'inauguration du Musée central de l'Armée, précise le communiqué. Ont également pris part à la cérémonie d'inauguration, les chefs de département, les directeurs et chefs de services centraux du MDN et de l'état-major de l'ANP, ainsi que des élèves représentant les différentes écoles militaires relevant de la 1^{re} Région militaire. «Après avoir procédé à l'ouverture officielle du pavillon de l'ANP au niveau du Musée, le général de corps d'Armée a visité ses stands regroupant des documents, des équipements, des photographies

et des armements des différentes forces, directions, structures de formation et organes spécialisés de l'ANP, ainsi que le stand qui pérennise la participation de l'ANP aux guerres du Proche-Orient», est-il ajouté de même source. L'ouverture au public du pavillon «renforce l'attachement à la mémoire et à l'histoire de l'Algérie à travers le passage en revue du parcours de l'ANP digne héritière de l'ALN, depuis l'indépendance, et de sa contribution dans l'épopée du développement et de l'édification de l'Algérie indépendante et dans la sauvegarde de la souveraineté et la sécurité du pays», souligne le communiqué. Il précise également que la visite dudit pavillon se fera «tout au long de l'année». Le musée central de l'Armée est situé au complexe Riadh El Feth en face du Sanctuaire du Martyr et se compose d'un rez-de-chaussée et de quatre étages consacrés aux expositions relatant la résistance de l'Algérie à travers les diverses époques: préhistorique et antique, médiévale, moderne et contemporaine. On y trouve également des expositions des périodes des résistances et de la lutte armée, à savoir les révoltes populaires, le mouvement nationaliste et la guerre de Libération nationale.

APS

Wilaya d'Alger

Sellal en visite de travail aujourd'hui

LE PREMIER ministre, Abdelmalek Sellal, effectuera jeudi une visite de travail dans la wilaya d'Alger, indique mercredi un communiqué des services du Premier ministre.

Lors de cette visite, M. Sellal inspectera et lancera plusieurs projets socio-économiques et culturels inscrits dans le cadre du programme du président de

la République, Abdelaziz Bouteflika, précise le communiqué. Le Premier ministre sera accompagné de membres du gouvernement au cours de cette visite. Notons par ailleurs que Mr Sellal a procédé hier à l'inauguration du Sila (Salon international du livre) au Palais des expositions-Safex.

R. N.

Salon du livre Vente-dédicace



LE GÉNÉRAL-MAJOR Hocine Benmaâlem procèdera à une séance de vente-dédicace de son livre "Mémoires du général-major Hocine Benmaâlem"

et ce, le samedi 1^{er} novembre au stand de Casbah éditions, au pavillon central du salon du livre (Sila) à 14h 30.



Trafic de drogue

Deux individus arrêtés par la brigade anti-stups

DEUX individus ont été arrêtés par la brigade de lutte contre les stupéfiants de la sûreté de wilaya au niveau de la cour dite Bouzerara dans la ville de Yema Gouraya. Il s'agit de A.S. 24 ans et Z.M. 22 ans. Ces derniers avaient en leur possession 100 g de kif

traité. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa, ils ont été placés en détention provisoire pour «possession de drogue, et sa commercialisation», indique la cellule de communication et de presse de la sûreté de wilaya.

H.C.

LES ÉTATS-UNIS BOMBARDENT LES POSITIONS DES DJIHADISTES DE L'EIL EN IRAK



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Passeport biométrique

Le droit de timbre révisé à 6 000 DA

■ La commission des finances et du budget de l'APN a révisé à la baisse le coût du droit de timbre du passeport biométrique à 6 000 DA «en raison des préoccupations exprimées à ce sujet».

Par Slim F.

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mercredi à la majorité la révision à la baisse du coût du droit de timbre du passeport biométrique arrêté à 6 000 DA contre 10 000 DA proposés dans le projet de loi de finances 2015. La commission des finances et du budget de l'APN a révisé à la baisse le coût du droit de timbre du passeport

biométrique à 6 000 DA «en raison des préoccupations exprimées à ce sujet». Cet amendement «est une réponse partielle aux différentes propositions exprimées, en vue d'alléger la charge fiscale que subissent les citoyens», a estimé la commission. L'article 25 du projet de loi de finances portant amendement de l'article 136 du code du timbre relatif au droit de timbre du passeport est rédigé comme suit : le passeport ordinaire délivré en Algérie est soumis pour

chaque période légale de validité à un droit de timbre de 6 000 DA, destiné à couvrir tous les frais. Les membres de l'APN ont adopté cet amendement lors d'une séance plénière consacrée au vote du projet de loi des finances 2015, présidée par Mohamed Larbi Ould Khelifa, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Mohamed Djellab et plusieurs membres du gouvernement.

S. F./APS

Cambriolages de magasins à Béjaïa

Un groupe de malfaiteurs ne sévira plus

UN GROUPE de malfaiteurs originaires d'El-Kseur, auteurs de plusieurs vols de magasins dans la ville de Béjaïa durant le mois en cours est tombé dans les mailles de la police judiciaire de la sûreté de wilaya. Ce groupe est spécialisé dans le vol, la journée, durant l'heure de la prière de D'hour. Il s'agit des K.A. 20 ans, K.B. 24 ans, M.A. 20 ans, Y. C. DJ. 28 ans. Le mode opératoire

de ces individus est de forcer les portes des magasins dont les rideaux sont laissés à moitié ouverts pour subtiliser des sommes d'argent, des téléphones portables et des tablettes électroniques. Après leur forfait, «ils disparaissent dans une Chevrolet de couleur noire qu'ils ont louée auprès d'une agence de location de véhicules de la ville», selon la cellule de commu-

nication et de presse de la sûreté de wilaya. Les malfaiteurs ont été présenté devant le procureur de la République du tribunal de Béjaïa pour «association de malfaiteurs, vol qualifié avec utilisation de voitures et recel d'objets volés». Trois membres du réseau, à savoir K.A, K.B, M.A. ont été placés en détention provisoire et Y. CH. DJ a été convoqué en audience.

Hocine C.

Chemini

Le siège de la daïra fermé par les citoyens

DES DIZAINES de citoyens ont fermé le siège de la daïra de Chemini hier sous la houlette de la coordination des citoyens de la daïra de Chemini qui regroupe faut-il le rappeler quatre communes, à savoir Chemini, Tibane, Souk Oufella et Akfadou, et qui ne décolère toujours pas. Ces derniers qui ont tenu une réunion avec le wali et les autorités concernées la semaine passée se disent ne pas être convaincus par les réponses qui leur ont été données. Ils ont décidé au terme d'une assemblée générale tenue ces derniers jours de maintenir la pression sur les pouvoirs publics afin de satisfaire leurs revendications qui consistent en le raccordement

des foyers en gaz de ville. Les mécontents ont cadenassé le portail d'entrée de l'édifice. Pour rappel, ils ont fait pression sur l'entreprise en charge de la réalisation de la conduite de transport de gaz qui traverse ces communes, de cesser ses activités dimanche passé. Dans une déclaration rendue publique la veille, la Coordination des citoyens de la daïra de Chemini s'est attaquée à la démarche des maires des quatre communes, qui ont, faut-il le rappeler, rencontré le wali dimanche dernier. Une démarche jugée à contre sens de la volonté des populations. «Au lieu d'accomplir et de mener à terme leur mandat en accompagnant la dynamique de

la population pour la conquête au raccordement de la daïra de Chemini en gaz naturel dans l'immédiat, les premiers responsables exécutifs viennent d'afficher leur colère confirmant l'exclusion de la daïra de Chemini de la deuxième tranche du programme quinquennal 2010/2014», écrivent-ils. Ils ont également affiché le procès-verbal de la réunion tenue dernièrement avec les pouvoirs publics. Ces derniers sont en colère surtout que «les conclusions de cette réunion entre le wali et les maires de la daïra ne précisent ni l'échéance ni la date, encore moins la réference de la couverture financière du projet de raccordement».

Hocine Cherfa